



Publication interne du réseau Eau des APNE du Bassin Adour-Garonne

FNE Midi-Pyrénées—14 rue de Tivoli 31000 Toulouse—05 34 31 97 83

a.carlot@fne-midipyrenees.fr - www.fne-midipyrenees.fr

## Edito

La première phase des **Assises de l'eau**, lancée par le Gouvernement en avril dernier, prend fin. France Nature Environnement, qui a participé à cette séquence, attend de ces Assises la traduction dans les faits d'une réelle volonté de l'Etat d'atteindre les objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau : le bon état des différents milieux aquatiques. La préservation et la restauration des eaux douces, littorales et marines demeure un enjeu essentiel ; tout particulièrement la qualité des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, fortement perturbées par les pollutions diffuses agricoles.

Ces Assises de l'eau sont organisées en deux phases : la première, qui vient de se clore, sur le « petit cycle de l'eau », c'est à dire le circuit domestique de l'eau, celle qui circule dans nos tuyaux, répond aux préoccupations des collectivités et industriels liées à l'eau potable et à l'assainissement, avec un montant prévu de 1,5 à 2 milliards d'euros. Et la seconde, qui doit avoir lieu à la rentrée, de l'eau dans les rivières, les lacs, les rivières et de la restauration de la qualité

Les deux cycles sont pourtant intimement liés, voire indissociables, le petit cycle s'inscrivant au sein du grand cycle



sur le « grand cycle de l'eau », le circuit eaux souterraines, traitant de la préservation des eaux.

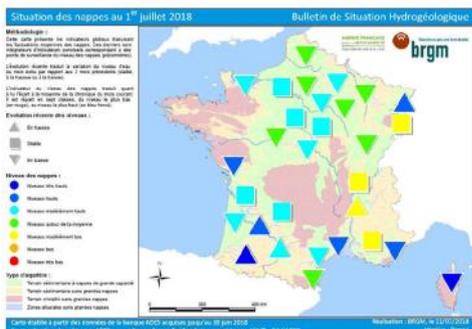
impossible d'avoir une eau propre et à un prix abordable au robinet avec des rivières polluées et des nappes phréatiques toujours plus exploitées ! Des milieux naturels en bonne santé constituent précisément la meilleure des garanties aux problèmes posés tant en matière d'eau potable (notamment liés aux pollutions diffuses) que d'assainissement et de prévention des inondations. **France Nature Environnement aurait donc souhaité que les deux cycles soient traités simultanément au cours d'un grand débat national avec tous les acteurs de l'eau.**

**Depuis quelques années, les agences de l'eau doivent faire face à une baisse chronique de leurs moyens humains et financiers, alors que l'Etat leur confie de nouvelles missions dans le domaine de la biodiversité, du littoral et de la mer.** La loi de finance 2018 a marqué un tournant, en accentuant les prélèvements par l'Etat de fonds récoltés par les agences de l'eau (dont une majeure partie provient des factures d'eau payées par les usagers domestiques). Le signal envoyé par le Gouvernement aux acteurs du monde de l'eau est très négatif.

Notre fédération s'interroge sur la compatibilité et la cohérence des objectifs, entre la volonté affichée d'atteindre les objectifs des directives Européennes et la réduction significative des moyens d'intervention dans ce domaine (-20% en 2018) alors que l'état des eaux demeure insuffisant. Les travaux en cours, que ce soit au niveau des ministères ou de l'Assemblée Nationale, confirment **notre crainte : le système agences de l'eau et gestion intégrée par bassin hydrographique, et son financement, pourtant reconnu comme modèle pour l'Europe, risquent d'être remis en cause...**

# Revue de presse

**Biodiversité et ressource en eau : Nicolas Hulot répond aux députés**—Auditionné le 10 juillet par la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, le ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot a précisé sa position suite à la publication en juin de deux rapports parlementaires, l'un sur la ressource en eau préconisant notamment la mise en place d'un plan national d'économies d'eau, le second dressant un bilan de la loi biodiversité d'août 2016. ([11/07/2018—caissedesdepotsdesterritoires.fr](http://11/07/2018-caissedesdepotsdesterritoires.fr))



**Les nappes phréatiques plutôt bien rechargées pour un début d'été**—Au 1er juillet, seules 20% des nappes d'eau souterraine affichaient un niveau "modérément bas à très bas", a indiqué ce 13 juillet le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). Plus de la moitié des nappes (58%) affichent un niveau modérément haut à très haut et 22% se situent dans la moyenne. ([13/07/2018—caissedesdepotsdesterritoires.fr](http://13/07/2018-caissedesdepotsdesterritoires.fr))

**[Tribune] Eau potable et pollutions diffuses : comment reconquérir la qualité des captages ?** Guillaume Attard, chef de projet Gestion intégrée des ressources au Cerema, présente une méthodologie permettant de reconquérir la qualité des captages d'eau souterraine soumis à des pressions agricoles. Cette méthode, développée par le Cerema s'applique aux captages pollués par des nitrates et vise à prioriser les actions à mener sur les aires d'alimentation de captage (AAC) pour améliorer la qualité de l'eau souterraine prélevée. Elle permet également de vérifier la pertinence des actions déjà mises en œuvre. ([16/07/2018—environnement-magazine.fr](http://16/07/2018-environnement-magazine.fr))



**Ressources en eau : les comités de bassin invitent collectivités et entreprises à signer une charte d'engagement**—Les comités de bassin invitent les collectivités, entreprises, agriculteurs, associations ou encore personnalités publiques, à signer une charte d'engagement pour la préservation des ressources en eau et la protection de la biodiversité. ([17/07/2018—environnement-magazine.fr](http://17/07/2018-environnement-magazine.fr))

**Espagne –Portugal : le Tage et la guerre pour l'eau**—Le cours du Tage est dévié pour alimenter en eau le sud de l'Espagne, au détriment des autres régions. L'année 2017 restera dans les mémoires comme l'annus horribilis. « Le Tage se meurt », titraient les quotidiens espagnols et portugais tant le niveau de l'eau avait baissé, laissant des petites localités en Espagne à sec. Un an plus tard, la neige tombée en hiver et les pluies abondantes de l'année ont rempli à nouveau les réservoirs. Et pourtant, le problème de fond persiste. Il ne tient pas seulement au climat. La sécheresse n'a fait que révéler un problème structurel. Il vient du barrage hydroélectrique de Buendia, le plus grand complexe hydraulique d'Espagne et d'Europe qui sert à alimenter en eau les 100 km du littoral du Levant (Valence-Murcie) au sud, via le canal de dérivation Tajo-Segura. ([19/07/2018—la-croix.com](http://19/07/2018-la-croix.com))



**La Fnab appelle à l'intensification des aides des agences de l'eau en faveur du bio**—À l'heure où les agences de l'eau préparent leurs 11es programmes d'intervention, la Fédération nationale d'agriculture biologique (Fnab) rappelle l'intérêt du système de production agricole biologique pour répondre aux enjeux prioritaires de la politique de l'eau. La Fnab recommande l'élargissement des aides au bio aux collectivités locales et aux entreprises porteuses de projets de développement de la filière. ([19/07/2018—environnement-magazine.fr](http://19/07/2018-environnement-magazine.fr)) + [CP FNAB](#) + [doc 3 recommandations](#)

**Première séquence des Assises de l'eau : les annonces reportées à "fin août-début septembre"** - Le chantier des Assises de l'eau a été lancé en novembre dernier au Congrès des maires de France par le président de la République qui avait alors pointé la nécessité de dégager des moyens pour mettre fin à "la vétusté des réseaux" d'eau potable et d'assainissement et aux "fuites massives" sur certains d'entre eux. Un litre sur cinq se perd dans les réseaux, estime le ministère de la Transition écologique et solidaire, malgré d'importantes différences entre les communes. Pointé du doigt notamment : le sous-investissement de certaines collectivités pour renouveler leurs infrastructures (tuyaux, branchements). "Les contraintes budgétaires nous conduisent à faire des choix difficiles : la première phase des Assises de l'eau a montré que l'essentiel du financement des infrastructures devait provenir de la facture d'eau", a confirmé la semaine dernière le ministre Nicolas Hulot devant les députés. Une deuxième phase des Assises de l'eau doit débiter en septembre, pour élargir la réflexion sur la qualité de la ressource, les conséquences du réchauffement climatique, etc. ([17/07/2018—caissedesdepotsdesterritoires.fr](http://17/07/2018-caissedesdepotsdesterritoires.fr))

**Assises de l'eau : le financement du petit cycle suspendu au prochain projet de loi de finances**—Les conclusions de la première séquence des Assises de l'eau sont reportées d'un mois et demi. Les présidents des comités de bassin n'en attendent que plus fermement la remise en cause des coupes budgétaires infligées aux agences par la loi de finances 2018. ([19/07/2018—environnement-magazine.fr](http://19/07/2018—environnement-magazine.fr))



**Dessalement: mettre la mer en bouteilles**—Pour étancher leur soif d'eau potable, de plus en plus de pays retirent le sel des mers et des océans. Comme un luxe devenu ordinaire, l'eau douce coule à flots dans notre quotidien. Chaque Français en consomme, en moyenne, 148 litres par jour. Pourtant, ailleurs sur la planète, 2,1 milliards de personnes vivent sans eau potable à domicile, estime l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Sur une carte du monde, une "diagonale de la soif" parcourt de nombreux pays "de Pékin à Gibraltar", interpelle l'expert Franck Galland, dans ses Chroniques géopolitiques de l'eau (Editions CNRS). Et la croissance démographique pourrait accroître de 30 % les besoins hydriques d'ici à 2050, alerte l'Unesco. Pour diversifier leurs ressources en eau, de nombreux Etats se tournent donc progressivement vers... la mer. ([24/07/2018—lexpress.fr](http://24/07/2018—lexpress.fr))

**Eaux de baignade : comment mieux détecter les cyanobactéries toxiques ?** Aujourd'hui, avec l'augmentation constante de la pression humaine sur les écosystèmes, les apports en nutriments et en molécules chimiques – qu'ils soient d'origine agricole, industrielle, urbaine ou ménagère – s'intensifient dans les eaux de surface. Les plages, les plans d'eau artificiels, les lacs naturels, les rivières et autres zones de baignade sont particulièrement exposées à ces menaces. Et quand la présence de ces nutriments et autres molécules chimiques s'accompagne de conditions météorologiques particulières, des végétaux aquatiques et des cyanobactéries peuvent se développer en masse. ([25/07/2018—theconversation.com](http://25/07/2018—theconversation.com))



**Le Mouvement Européen pour l'Eau dit Non à JEFTA!** C'est le plus grand accord commercial jamais conclu par l'Union européenne, avec un pays dont le PIB est trois fois plus élevé que celui du Canada. Contrairement à CETA, il n'y a pas un article sur les « droits et obligations relatifs à l'eau » dans JEFTA. [En savoir +](#)

**" JEFTA : Les normes pour la qualité de l'eau pourraient être considérées comme une barrière au libre-échange "** - L'UE et le Japon ont signé un accord de libre-échange mi-juillet. Ce dernier pourrait avoir des impacts sur le secteur de l'eau. Précisions de David Sanchez, chargé des affaires européennes pour food & water, membre du Mouvement européen pour l'eau. ([30/07/2018—actu-environnement.com](http://30/07/2018—actu-environnement.com))

Plus d'informations : [www.fne-midipyrenees.fr](http://www.fne-midipyrenees.fr)

## Documents – réglementation

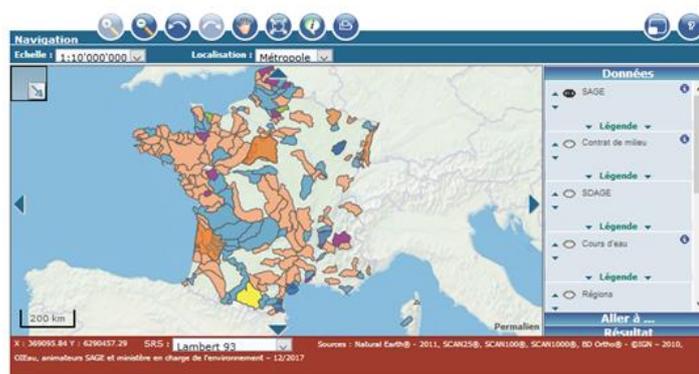
**13 Juillet 2018 - 19 octobre 2018 Consultation publique sur l'évaluation de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires**— La consultation vise à recueillir des avis sur la manière dont la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (directive 91/271/CEE du Conseil) influence sur la collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires dans l'ensemble de l'UE et contribue à améliorer l'état des masses d'eau et l'environnement en général. Elle a pour objectif de recueillir, d'une part, l'avis général du public sur sa compréhension du problème des eaux (usées) et, d'autre part, l'opinion et des informations plus détaillées de la part des experts et des organismes publics et privés chargés de la mise en œuvre sur les spécificités de la directive. ([ec.europa.eu](http://ec.europa.eu))

**Économiser l'eau en changeant les pratiques agricoles : retours d'expériences en Europe - Analyse n° 124** - Le bilan des précédentes programmations de la Politique agricole commune (PAC) a montré un faible nombre de souscriptions et une efficacité mal cernée des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) visant à réduire les prélèvements en eau pour l'irrigation. Dans un contexte de pression croissante sur les ressources en eau, et à l'approche des négociations européennes sur la prochaine PAC, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et le ministère de la Transition Écologique et Solidaire ont lancé une étude sur les dispositifs incitant à modifier les pratiques agricoles pour économiser la ressource en eau. Cette note en présente les principaux résultats, en se focalisant sur l'analyse détaillée de six MAEC et du marché de l'eau espagnol. Ce travail a permis de dégager des freins et facteurs de réussite, et d'esquisser une stratégie de développement de tels dispositifs en France. ([04/07/2018—agriculture.gouv.fr](http://04/07/2018-agriculture.gouv.fr))



**Des microcentrales hydro-électriques sur toutes nos rivières, même les plus protégées : Est-ce la bonne réponse au dérèglement climatique ?** [Plaquette explicative du Chant des Rivières](#), une ONG de conservation de la nature créée en 2015 pour accompagner la nouvelle culture de restauration des fleuves et de reconquête de la biodiversité des milieux d'eau courante. Elle travaille en lien étroit avec les grandes associations et réseau de protection de l'eau et des fleuves, avec les acteurs qui vivent de et sur les rivières : FNE, Frapna, SOS Loire Vivante, fédérations et AAPPMA de pêche, pêcheurs professionnels, Fonds pour la Conservation des Rivières Sauvages, collectivités, entreprises responsables.

**Carte de situation des SAGE sur le territoire français : état d'avancement**— Les données présentées sur la carte n'ont pas de valeur réglementaire (contrairement aux arrêtés de périmètre disponibles dans la rubrique documentation). A noter que les périmètres des SAGE sur Gest'eau peuvent parfois présenter des territoires orphelins du fait d'une hétérogénéité des sources de données (administrative, hydrographique, hydrogéologique). Les tableaux recensent le nombre de SAGE par état d'avancement ou par comité de bassin. ([gesteau.fr/sage](http://gesteau.fr/sage))



**Le Sénat bien décidé à maintenir eau et assainissement dans les compétences optionnelles des communautés**— Par ses amendements, la commission des lois a confirmé la position adoptée par le Sénat en première lecture : maintenir l'eau et l'assainissement dans le giron des compétences optionnelles des communautés, au-delà de 2020. Le [26 juillet 2018, le Sénat a adopté, en nouvelle lecture, la proposition de loi. \(23/07/2018—caissedesdepotsdesterritoires.fr\)](#)

**La plage où vous allez vous baigner est-elle dangereuse pour votre santé ? Découvrez-le avec notre moteur de recherche**—La très grande majorité des points de baignade français présente une qualité d'eau jugée "excellente". Mais plusieurs dizaines de plages sont très régulièrement en deçà des minima requis par l'Union européenne. ([2018—francetvinfo.fr](http://2018—francetvinfo.fr))

## Les échos du bassin

**Garonne : l'Etat lance un appel à projets pour préserver le fleuve**—L'Etat, via la Dreal Occitanie et la Dreal du bassin Adour-Garonne, lance un appel à projets pour soutenir des actions permettant de faciliter l'appropriation de l'entité Garonne (identité culturelle, paysagère, biodiversité) et sa prise en compte, à tous les niveaux et auprès de tous les publics. Il vise à garantir un aménagement raisonné et organiser un renouveau naturel et écologique du fleuve. ([31/07/2018—actu-environnement.com](http://31/07/2018—actu-environnement.com))



**Comprendre la qualité des eaux souterraines**—Cette [vidéo sur les eaux souterraines](#), co-réalisée par l'agence de l'eau Adour-Garonne et le BRGM, retrace le parcours d'une goutte d'eau et explique ainsi comment les eaux souterraines peuvent se charger en différents

éléments polluants et naturels, au cours de leur cheminement dans le sous-sol.

**Colloque "Y aura-t-il encore des petits occitans en 2040 ?" du Réseau Santé Environnement, Toulouse, juin 2018 : les actes sont désormais en ligne [ICI](#).**

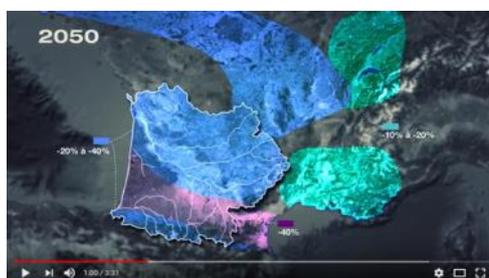


**Les régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine ont voté leur politique pour l'eau**—Les dernières assemblées plénières des Régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, fin juin 2018, ont voté la politique régionale pour l'eau. Co-construction et volonté de s'appuyer sur tous les acteurs de la gestion de l'eau ont présidé à la formalisation de ces politiques. Les effets du changement climatique, et leur prise en compte, marquent fortement les approches occitane et néo-aquitaine. ([juillet 2018—lignesdeau#87](http://juillet 2018—lignesdeau#87))

**Quelle serait la situation du bassin Adour-Garonne si nous avions aujourd'hui le climat de demain :** Pour répondre à cette question, l'Agence publie [« Impacts du changement climatique sur l'eau : quelles vulnérabilités des territoires en Adour-Garonne ? »](#). La fragilité du bassin face au changement climatique y est diagnostiquée de manière territorialisée, parce que chaque territoire n'a pas les mêmes atouts ou faiblesses ni les mêmes risques à affronter en matière d'eau et de milieux aquatiques face aux impacts du changement climatique.



### [Vidéo : changement climatique en Adour-Garonne, notre avenir passe par l'eau !](#)



**« Il est indispensable de faire connaître les risques encourus par le bassin Adour-Garonne liés au changement climatique »** - Interview du Directeur de l'Agence de l'eau Adour Garonne sur les suites de l'adoption du Plan d'adaptation au changement climatique Adour Garonne ([juillet 2018—lignesdeau#87](http://juillet 2018—lignesdeau#87))

**Adaptation au changement climatique en Adour Garonne : signez la charte pour l'eau !** Acteurs de l'eau, pour affirmer votre engagement à prendre une part active, dans votre champ et votre territoire de compétences, à l'adaptation du bassin Adour-Garonne au changement climatique : [signez la charte d'engagement](#) ! Elle accompagne naturellement le plan d'adaptation dans le domaine de l'eau, voté lors du comité de bassin du 2 juillet dernier. Que signifie signer la charte ? S'impliquer dans une démarche d'adaptation, décliner les principes du plan et/ou mettre en œuvre les actions recommandées... les engagements possibles sont multiples !

## La vie du réseau



**FNE Languedoc-Roussillon : cycle 2018 spécial sur l'agriculture, l'eau et les pesticides** Les changements de pratiques agricoles pour mieux protéger les captages en eau potable, organisé le jeudi 31 mai 2018. [Voir les vidéos des intervenants](#) : Frédéric Launay, chargé d'intervention spécialisé agriculture à l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et Benjamin Pallard, Responsable du service environnement aquatique et animateur agro-environnemental à l'Agglomération du Pays de l'Or. A venir : Irriguer les vignes pour s'adapter au changement climatique, est-ce une bonne solution ? Organisé le mardi 11 septembre 2018 au Gazette Café, Montpellier.

**Lutte contre les micropolluants des eaux urbaines : où en est-on ?** Les micropolluants sont des substances - résidus de médicaments, cosmétiques, détergents, pesticides urbains, polluants issus des matériaux, des revêtements urbains, hydrocarbures, plastifiants, contaminations métalliques, nanoparticules ... - susceptibles d'avoir une action toxique pour l'homme et/ou les organismes aquatiques, même à des concentrations infimes. [En Savoir +](#) A Cugnaux, dans la banlieue Toulousaine, [le projet SMS \(Séparation de Micropolluants à la Source\)](#) vise à installer un démonstrateur sur le site de la station d'épuration afin d'expérimenter dans des conditions réelles le traitement différencié de nos eaux usées après séparation à la source de l'urine qui contient une part très importante des micropolluants très concentrés. En parallèle des procédés tels que l'ozonation, le traitement de l'eau par bio-réacteur à membrane, celui des boues par digestion anaérobie seront également testés, et économiquement évalués. Le projet s'attache également à évaluer l'acceptabilité sociétale des modifications apportées par les toilettes séparatives dans l'habitat. FNE Midi-Pyrénées est allée visiter la plateforme le 5 juillet dernier. [Vidéo du projet](#) et [questionnaire sur l'acceptabilité socio-économique](#).



### Projet de Territoire pour le Bassin Versant du Tescou : qu'en sera-t-il après juin 2018 ?

Au cours de ce premier semestre 2018, s'est déroulé un nouveau cycle de réunions qui s'est soldé, fin juin, par l'envoi à la presse d'un communiqué de presse commun intitulé « Témoignage sur le processus de co-construction du projet de territoire du bassin versant du TESCOU par les acteurs qui y ont contribué ». [Le Collectif Testet, impliqué dans la démarche, fait le point.](#)



**Matinée de rencontre APNE -BRGM**—Les APNE et le BRGM (Bureau des Ressources Géologiques et Minières) se côtoient au sein de diverses commissions territoriales (Comité de bassin, schémas régionaux des carrières...) et depuis 2016 le BRGM s'est doté d'une charte [d'ouverture à la société civile en région](#) avec engagements de formation et accompagnement, partage de connaissances scientifiques, transparence. Ainsi le 17 juillet une première rencontre a été organisée entre la délégation de Toulouse et quelques représentants associatifs du réseau. Les objectifs étaient de se présenter pour mieux se connaître, d'identifier les sujets à approfondir et de jeter les bases d'une relation long terme (formation, partage d'info, débat). Les nappes souterraines, les carrières, gravières et mines ont été au cœur des échanges.



### (COMMUNIQUE 30/07/18) Pesticides dans l'eau potable d'Ossun (65) : carence des pouvoirs publics

—La commune d'Ossun distribue depuis 2014 à ses abonnés, de l'eau potable présentant des teneurs non conformes en pesticides. Le constat est clair, les eaux captées sont polluées par des nitrates et des pesticides. La Préfète des Hautes-Pyrénées vient pourtant d'autoriser pour 3 années (renouvelable une fois), avec l'appui de l'agence régionale de santé (ARS), une dérogation permettant à la commune d'alimenter les habitants avec cette eau. La carence des services de l'Etat contraint FNE Midi-Pyrénées et FNE Hautes-Pyrénées à demander une modification sans délais de cet arrêté. [Lire le communiqué en entier.](#)



**Projet de loi ELAN : conflits d'intérêts sur le littoral ?** Dans le cadre de l'examen du projet de loi portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) au Sénat, de nombreux amendements visant à déroger à la loi « Littoral » ont été adoptés en commission des affaires économiques. France Nature Environnement s'inquiète des répercussions négatives que cela peut avoir sur la protection de nos côtes et appelle les sénateurs et le gouvernement à revenir sur ces régressions en séance publique. [Lire le communiqué du 16 juillet.](#)



**L'usage de pesticides en agriculture a augmenté de 12,4 %** - Les chiffres 2016-2017 sur l'évolution de la consommation des pesticides de l'agriculture française ont enfin été rendus publics : ils indiquent une augmentation de 12,4% par rapport à 2009. Pour France Nature Environnement, c'est un constat d'échec : les plans Ecophyto successifs lancés depuis 2008, dont l'objectif initial était de réduire de 50% l'usage des pesticides pour 2018, se sont avérés inefficaces. Pour redresser la barre, le Ministre de l'Agriculture a annoncé le plan Ecophyto 2+, la sortie du glyphosate en 3 ans et l'interdiction des néonicotinoïdes. Cela suffira-t-il ? [Lire le communiqué du 27 juillet.](#)



**Lettre Eau n°80 : Le traitement des eaux usées en France : un enjeu de qualité des milieux et de la ressource en eau**—À la une de notre Lettre eau n°80 "Le traitement des eaux usées en France : un enjeu de qualité des milieux et de la ressource en eau " : Le traitement des eaux usées dans les stations d'épuration, les Zones de Rejet Végétalisées, la Réutilisation des Eaux Usées Traitées, ou encore la Directive européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines. [Télécharger la Lettre Eau n°80.](#)



## Agenda

- \* **Salau (09)**- Festival STOP MINES, 25-26 août à Salau en Ariège. [Programme.](#)
- \* **Lacroix-Falgarde (31)** - 5e fête des Confluences, entre nature et culture, 15 septembre, organisée par Nature-Midi-Pyrénées et la RNR Garonne-Ariège. [En savoir +](#)
- \* **Toulouse (31)** - Comité de bassin Adour Garonne, 20 septembre, Bordeaux.
- \* **Toulouse (31)** - Formation « Gestion durable des forêts et filière bois-bois énergie », 27-28 septembre, organisée par FNE et Nature Comminges. [Programme](#) et [inscription](#).
- \* **Toulouse (31)** - Formation « Connaitre les outils et ressources cartographiques en ligne et leur utilisation possible pour les APNE », octobre, organisée par FNE Midi-Pyrénées.

